

N'oublions pas de préparer l'avenir!

Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de commerce

Plus de cinq ans après le début de la crise, le PIB du Luxembourg n'est toujours pas revenu à son niveau de 2007. Il est indispensable d'agir pour contrecarrer le ralentissement structurel de notre économie.

La Commission européenne, l'OCDE, le FMI sont d'accord sur les défis à relever par le Luxembourg. Au niveau national, ces mêmes analyses sont partagées par de nombreux observateurs. Malheureusement, tout le monde ne semble pas encore convaincu de la nécessité de repenser notre modèle socio-économique. L'art de faire l'autruche demeure monnaie courante au Luxembourg. Or, nous ne pouvons aborder les problèmes du pays qu'en ayant une mentalité propice au changement et une véritable volonté de trouver des réponses aux défis à affronter.

Dans le contexte actuel de crise économique en Europe, une crise politique, souvent couplée à un esprit «antieuropéen», s'est greffée sur la situation difficile prévalant dans beaucoup de pays d'Europe. Certains observateurs parlent même d'une véritable guerre économique à l'échelle européenne.

Ceci est regrettable, puisqu'une telle évolution va à l'encontre du grand projet européen, basé sur la solidarité, la coopération et le partenariat entre Etats membres. Tous les Etats européens seraient perdants si de telles tendances devaient se poursuivre, mais le Luxembourg serait probablement l'un des pays les plus touchés. Toute barrière à l'internationalisation constitue une menace pour le business model luxembourgeois!

Dans un tel contexte, il est inquiétant de voir qu'une partie de la classe politique semble sous-estimer les défis et dangers actuels.

De même, il est regrettable que différentes affaires éclatent au jour et monopolisent l'actualité à ce moment crucial.

Il est clair que la lumière doit être faite sur des dysfonctionnements des institutions de l'Etat. Encore faut-il faire la part des choses. La classe politique doit certes se livrer à un exercice d'introspection pour veiller à bon fonctionnement des institutions, mais en parallèle les responsables politiques doivent s'assurer que le Luxembourg puisse aller de l'avant en tant que société juste et en tant que nation financièrement indépendante, économiquement diversifiée, écologiquement soutenable et socialement intégrée.

Initiatives

Elément encourageant, de nombreuses initiatives prises par les entreprises, souvent en concertation et en collaboration avec les autorités responsables, tentent de relancer l'économie, de créer de la valeur, des investissements et des emplois.

Après l'annonce du passage, au 1er janvier 2015, au système de l'échange automatique d'informations, la Place a résolulement pris le défi de se réinventer. Certaines activités pourront certes disparaître ou voir leur poids se réduire, mais l'activité des fonds d'investissement, du secteur des assurances, des crédits internationaux et la structuration d'investissements reste en plein essor.

Le Haut Comité de l'Industrie a pris ses fonctions. Il s'agit, ici, de discuter sans tabous des ingrédients à mettre en place et des réformes à engager pour non seulement rediguer la désindustrialisation en cours, mais aussi permettre une réindustrialisation et

donc pour pérenniser et développer notre «Industriestandort». Ce n'est pas une mince affaire, mais un effort transversal et d'envergure nationale constitue la meilleure chance de réussite.

Le système national de RDI est en développement rapide et les acteurs privés et publics concernés renforcent leurs coopérations et les partenariats. De nouvelles initiatives sont dans le tube.

La diversification économique dans le secteur des NTIC a toutes les chances d'aboutir, étant donné la juxtaposition d'un cadre fiscal et réglementaire attractif, d'infrastructures performantes et d'envergure mondiale, d'entreprises dynamiques, d'incubateurs et d'une cohérence entre les actions publiques et privées.

Le secteur de la logistique continue son développement et sa diversification. Des projets comme le Luxembourg Freeport sont à relever dans ce contexte... et à imiter. Les secteurs de l'hotellerie et du tourisme affichent des résultats relativement favorables. De nombreux efforts entrepris de la part des acteurs du terrain et des autorités pour promouvoir davantage l'offre touristique à l'étranger portent leurs fruits.

Les écotecnologies, les énergies renouvelables, l'éco-construction sont des domaines pour lesquels de nombreuses entreprises luxembourgeoises ont développé des compétences remarquables. Le potentiel futur est énorme et les échanges et partenariats avec des professionnels étrangers se multiplient.

Le Forum Investissement, annoncé l'an dernier à l'occasion du discours sur l'état de la nation, a finalement vu le jour; et ce au-



Carlo Thelen

tour d'une entrevue constructive entre des membres du gouvernement et des représentants des entreprises. Reste à convaincre d'autres parties prenantes (par exemple les communes...) pour pouvoir entériner, enfin un véritable renouveau de la simplicité administrative.

Les temps faciles sont révolus, les défis sont innombrables, mais nous pouvons nous réinventer, à condition que nous mettions l'œuvre un véritable effort d'envergure nationale. Les entreprises ne baissent pas les bras tout comme leurs interlocuteurs dans les ministères et les administrations. Mais si ces efforts «bottom-up» sont nécessaires, ils sont pas suffisants: il faut des impulsions positives de la classe politique, une feuille de route, une vision. Et donc une réponse: malaise actuel, qui ébranle la confiance des citoyens et des entreprises dans les institutions de l'Etat et qui ternit l'image de notre pays à un moment où le «Luxembourg branding» monte en puissance de manière inquiétante.